

Penser globalement, agir localement: Solidar sort son deuxième rating des communes

Le deuxième rating des communes de Solidar Suisse le montre : acheter équitable, c'est possible. Mais seulement si les communes modifient de manière active leur politique.

En 2011, Solidar a lancé son premier rating des communes qui analysait dans quelle mesure 84 communes suisses assumaient leur responsabilité en matière de solidarité internationale : achètent-elles de manière responsable en veillant à des conditions de production décentes ? S'engagent-elles financièrement pour des projets de développement dans les pays du Sud ? Deux ans plus tard, Solidar répète l'exercice avec 88 communes : 61 sont à nouveau évaluées et 27 le sont pour la première fois.

Coup d'œil sur les résultats

Communes précédemment analysées

Six communes se sont nettement améliorées depuis deux ans : il s'agit de Bülach, Thalwil, Freienbach, Baden, Nyon, Yverdon-les-Bains. Bülach, Nyon et Yverdon se sont améliorées dans les deux domaines : aide au développement et achats équitables ; Thalwil, Freienbach et Baden ont modifié leur politique dans le domaine des achats équitables. Dix communes se sont améliorées de manière modérées (achats équitables: Köniz, Buchs, St. Moritz, Baar et Carouge; coopération au développement : Lucerne, Zug, Dübendorf et Moutier; deux domaines: Lyss).

Le résultat maximum de cinq globes est attribué à nouveau à Zürich, Küsnacht et Genève, et nouvellement à Freienbach, Bülach, Lausanne et Nyon.

Globalement, plus de la moitié des communes se sont améliorées ou ont maintenu un niveau élevé. Le reste des communes n'a pas modifié sa politique de manière significative.

Aucune commune n'est revenue en arrière en matière d'achats équitables. Les plus mauvais résultats dans le rating de cette année reviennent à des communes dont les montants alloués à la coopération au développement ont été réduits (Kriens, Emmen, Altdorf, Wetzikon, St-Galle, Schaffhausen). Delémont et Le Locle connaissent un léger recul dans le domaine.

Communes nouvellement analysées

Sur les 27 communes nouvellement analysées en 2013, deux (Riehen et Vevey) s'en tirent bien dans les deux domaines. Cinq communes assument leur responsabilité principalement dans le domaine de la coopération au développement (Richterswil, Aarau, Wallisellen, Lancy et Val-de-Travers). Deux se situent au milieu du classement et 18 font peu ou rien.

Un potentiel d'amélioration existe

Dans l'ensemble, la plupart des communes qui font bien dans un des deux domaines, entreprennent aussi quelque chose dans le second – dans une mesure plus ou moins importante. Là aussi des exceptions existent avec des communes qui récoltent beaucoup de points dans un domaine et rien ou presque dans le second. Par exemple, Lancy ou Val-de-

Travers consacrent des montants importants à la coopération au développement, mais manquent pour l'heure d'une politique systématique en matière d'achats équitables.

Dans le domaine des achats équitables, il apparaît que les communes ont plus tendance à respecter des critères écologiques que sociaux. Il existe donc un important potentiel d'amélioration pour ces communes en incluant, au côté des critères écologiques, des critères sociaux - permettant d'améliorer les conditions de travail dans le Sud - dans leurs achats publics. Par ailleurs la budgétisation régulière de montants destinés à la coopération au développement permet un soutien durable pour ces projets.

Plus grandes, plus responsables ?

Les résultats de ce rating confirment la tendance observée précédemment : plus une commune est importante plus elle assume ses responsabilités dans les domaines évoqués. Il existe cependant là aussi des exceptions : des communes comme Küsnacht, Freienbach, Thalwil, Bülach et Moutier s'en sortent très bien, alors que des communes plus importantes comme Saint-Gall, Fribourg ou Bienne se situent dans la moyenne et que Coire se situe au bas de l'échelle.

En termes de différences régionales, il apparaît que les communes du Sud-est de la Suisse occupent les dernières places du rating ; aucune commune romande n'obtient qu'un seul globe ; dans la région de Zurich, trois communes obtiennent le brillant résultat de cinq globes. Dans la région de Berne, aucune commune ne reçoit cinq globes, beaucoup se situent dans le milieu de classement et seulement une n'obtient qu'un globe. Il est remarquable de constater que deux tiers des communes romandes se révèlent très bonnes dans le domaine de la coopération au développement, ce qui est probablement dû à l'existence des fédérations cantonales de coopération, dont presque toutes les collectivités font partie.

Le Rating Solidar des communes, de quoi s'agit-il ?

Le Rating Solidar des communes analyse une centaine de communes suisses afin de déterminer dans quelle mesure elles assument une responsabilité globale dans leurs activités quotidiennes. Concrètement, le rating passe sous la loupe deux domaines : d'un côté l'engagement financier direct des communes en matière de coopération au développement, de l'autre leur pratique en matière d'achats équitables. L'intégration de critères sociaux, tels que les conventions de l'Organisation internationale du Travail, dans les procédures d'achats publics permet en effet d'éviter que les communes se procurent des biens et services produits dans des conditions précaires dans les pays du Sud.

Pourquoi un nouveau rating ?

Après que le Rating Solidar de 2011 a pour la première fois donné un aperçu de la responsabilité globale des communes suisses – et rempli un rôle de sensibilisation à des degrés divers, Solidar a souhaité avec ce nouveau rating évaluer les modifications de ces deux dernières années.

Nous voulions découvrir si les communes avaient changé leur politique, mais aussi, avec un rating régulier, inciter les communes à le faire. Le résultat de ce deuxième rating nous donne raison : la moitié des communes à nouveau analysées se sont soit améliorées, soit se sont maintenues à un niveau élevé. Et même si ces changements ne sont pas dus uniquement à ce rating et que l'échantillon n'est pas complètement représentatif, on

observe qu'un processus de sensibilisation se met en place auprès des communes et ceci notamment grâce à la présence de cette thématique dans les médias. Il apparaît de manière plus visible que les communes peuvent –et doivent – assumer leur responsabilité dans un monde globalisé. Cette publicisation de ce thème renforce aussi la pression pour que les politiques communales soient basées sur la solidarité et non sur l'exploitation.

Quand les communes ne manifestent pas d'intérêt pour cette thématique, la pression politique doit être renforcée. A ce sujet, Solidar Suisse a contribué depuis 2008, en partenariat avec le parti socialiste, à promouvoir les achats publics équitables auprès de 250 communes, ainsi que de la plupart des cantons.

Du côté des exemples positifs, nous souhaitons insister sur le fait que les communes qui manifestent une volonté politique peuvent atteindre d'excellents résultats avec des moyens limités. Celles-ci peuvent être une source de motivation et d'information pour les autres communes à suivre ce chemin.

Par exemple, Yverdon-les-Bains est passée de 56,8 points en 2011 à 67,2 points en 2013. Elle a augmenté ses résultats dans les deux domaines suite à une hausse significative de sa contribution à la coopération au développement, ainsi qu'en adoptant progressivement de nouvelles directives garantissant des achats socialement responsables dans leurs domaines d'application. Une formation est dispensée aux employés concernés.

Nyon, quant à elle, est passée de 54 points en 2011 à 78 points en 2013. Elle a augmenté ses résultats dans les deux domaines avec une nette hausse de sa contribution à la coopération au développement et des lignes directrices en la matière, de même qu'elle a poursuivi des efforts significatifs dans l'intégration de critères équitables dans ses achats publics. Suivant l'objectif qu'elle s'est fixé, la commune a procédé à une révision de sa politique d'achat afin de la faire évoluer. Des révisions régulières sont prévues, afin d'élargir à d'autres produits la directive sur les achats responsables existante tout en entrant dans un processus d'amélioration.

Ce Rating doit donc désormais être reconduit régulièrement afin de suivre les modifications entreprises au sein des communes.

Comment fonctionne le Rating Solidar des communes ?

Choix des communes

Pour le choix des communes, nous avons utilisé deux critères en 2013 : le but était d'analyser les 100 plus grandes communes de Suisse allemande et romande et au moins deux par canton. Comme toutes les communes n'étaient pas prêtes à participer, l'échantillon s'est réduit au final à 88 communes. Sur ce nombre, 61 avaient déjà été analysées en 2011 et 27 étaient nouvelles.

Certaines communes, analysées en 2011, ont refusé de participer à cette nouvelle édition (Appenzell, Bulle, Davos, Grenchen, Langenthal, Stans und Wil). Les raisons évoquées par les communes ont été les suivantes : 1) les ressources en temps n'étaient pas suffisantes, 2) la marge de manœuvre était faible et la « note » serait de toute façon mauvaise, ou encore 3) qu'il y avait un risque de ne pas rester indépendant politiquement. Une commune a

avancé que ce nouveau rating arrivait trop tôt pour qu'entretemps quelque chose ait changé.

En ce qui concerne les communes nouvellement interrogées, 26 ont refusé de participer en avançant divers motifs (en raison d'un manque de ressources ou parce qu'elles ne considéraient pas la responsabilité globale comme une tâche relevant de leurs fonctions) ou n'ont pas répondu. Il s'agit de : Altstätten, Arth, Basel, Brugg, Ebikon, Gossau SG, Ittigen, Kloten, Liestal, Meilen, Meyrin, Münchenstein, Münsingen, Muri, Muttenz, Neuhausen, Oftringen, Opfikon, Regensdorf, Renens, Rheinfelden, Schattdorf, Steffisburg, Thun, Wohlen et Zollikon. Quant aux villes du Valais romand (Martigny, Monthey, Sierre, Sion), elles ont toutes refusé de participer, certaines pour la seconde fois.

Méthode

Les données et les informations ont été récoltées au moyen d'un questionnaire. Celui-ci a été envoyé aux communes et les résultats ont été transmis par téléphone ou par mail par la personne responsable dans la commune. Les communes qui avaient déjà participé au précédent rating ont reçu les données de 2011 avec la demande d'y inscrire les modifications. Des informations complémentaires ont été récoltées sur les sites des communes.

L'évaluation

L'échelle de l'évaluation a été établie de telle sorte qu'une commune pouvait obtenir au maximum 100 points. Les deux domaines analysés à savoir l'engagement coopération au développement et les pratiques en matière d'achat équitable représentaient chacun 50 points. Ci-dessous, se trouve le décompte des points divisé en cinq catégories :

0-5 points : 1 globe, responsabilité sociale globale largement insuffisante, voire absente.

6-25 points : 2 globes, responsabilité sociale lacunaire.

26-50 points : 3 globes, responsabilité sociale partiellement présente; manque de vision et d'action globales.

51-75 points : 4 globes, responsabilité sociale bien présente avec un potentiel d'amélioration. Les communes situées en dessus de 62,5 points méritent une mention "bien".

76-100 points : 5 globes, responsabilité sociale très présente; la commune contribue activement à un monde plus juste.

Les critères d'évaluation

Coopération au développement

Le critère d'évaluation principal réside dans le quotient entre les dépenses annuelles pour des projets en matière de coopération au développement et/ou d'aide humanitaire et les recettes fiscales nettes de la commune concernée. Cette valeur représente le 50% de la pondération relative à l'engagement en matière de coopération au développement. Une commune obtient le maximum de points (soit 25) si elle consacre au minimum 1 pour mille de ses recettes fiscales à la coopération au développement. Les 50 autres pour cent recouvrent les domaines suivants: fondements stratégiques (lignes directrices, stratégie), organisation (soutien à des projets selon des critères précis, fonctionnaire-s responsable-s de la coopération au développement), communication/information auprès de l'administration et du public, partenariat de la commune avec des communes de pays en

développement, émergents ou en transition (notamment anciens pays communistes). Voir graphique ci-dessous pour en savoir plus.

Politique d'achats

Le critère principal en matière d'achats publics réside dans le fait que la commune dispose (ou non) de directives, instructions ou recommandations en matière d'achats socialement durables, s'agissant notamment du respect des normes fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT)¹. Ce volet représente 50% de la pondération relative aux achats publics. Les 50 autres pour cent recouvrent les domaines suivants: fondements stratégiques (lignes directrices, stratégie), organisation et controlling, communication/information auprès de l'administration et du public, offre de produits issus du commerce équitable au sein des entreprises de la commune.

Pourquoi un rating Solidar des communes ?

Un long engagement pour des achats socialement responsables

Solidar Suisse travaille depuis 2008 dans le domaine des achats publics en Suisse. Avec notre campagne « Non à l'exploitation grâce à nos impôts » nous avons sensibilisé les autorités et la population à l'importance d'achats socialement durables.

En effet l'Etat et les collectivités suisses achètent chaque année pour environ 40 milliards de CHF en biens et services. Une partie de cette somme concerne des achats faits à l'étranger dans des conditions de production inhumaines. Par exemple les conditions de production se révèlent souvent extrêmement précaires pour des biens tels que les pavés, les textiles pour le personnel hospitalier, les pompiers ou la police ou encore les ballons de sport pour les cours de gymnastique.

Il était important de sensibiliser les autorités publiques avec une campagne afin qu'elles se comportent comme des consommateurs responsables, compte tenu de l'importance du marché qu'elles représentent et de leur fonction d'exemple. Solidar Suisse connaît bien le lien entre les achats de marchandises et les conditions de travail dans les pays de production, compte tenu de la longue expérience de notre ONG dans les projets de coopération au développement. Il est clair que des conditions de travail décentes et des salaires équitables sont une clé pour lutter contre la pauvreté au Sud. Notre attitude en tant que consommateur en Suisse a une influence directe sur les conditions de production dans les pays en développement.

250 communes achètent de manière responsable

Avec notre campagne nous avons réussi à ce que plus de 250 communes modifient leur pratique afin d'acheter de manière plus responsables. Les cantons de Vaud et Genève notamment ont modifié dans cette direction leur politique d'achat. Et même la Confédération a intégré dans sa révision de 2009 de la réglementation sur les marchés publics les exigences-clés de Solidar : que les huit conventions de travail de l'OIT soient intégrées de manière contraignante dans toutes les procédures d'achats de biens et services. Actuellement, une révision de la loi fédérale sur les marchés publics est en cours et Solidar, dans le cadre d'une coalition d'ONG pour des achats publics équitables, s'engage afin que la durabilité sociale soit incluse dans le texte.

¹ Parmi les 8 conventions fondamentales de l'OIT, relevons : la liberté syndicale, le droit d'organisation et de négociation collective, l'interdiction du travail forcé et du travail des enfants.

Rating des communes: appréhender la responsabilité globale

Dans la mise en place du rating des communes de 2011, Solidar a d'un côté mis l'accent sur les communes – elles représentent plus de 40 pour cent des achats publics en Suisse – et de l'autre sur une approche globale de la responsabilité sociale du secteur public : à côté des pratiques en matière d'achats publics, nous avons en effet intégré l'engagement des communes en matière de coopération au développement. Car les communes influencent les conditions de vie des gens dans d'autres pays non seulement en fonction des biens et des services qu'elles achètent, mais aussi en fonction du degré de solidarité qu'elles appliquent.

Que contient cette campagne ?

Les résultats du rating Solidar des communes sont rendus publics en novembre 2013 dans 6 régions. Une liste de toutes les communes ayant participé peut être trouvée en annexe. Toutes les municipalités reçoivent une confirmation de leurs résultats et un certificat. Les communes qui reçoivent cinq globes, sont récompensées avec un « globe » Solidar.

L'objectif de ce rating n'est pas seulement d'évaluer, mais aussi de proposer aux communes participantes une aide concrète pour leur travail au quotidien. A cette fin, les communes peuvent obtenir de Solidar divers documents et informations :

- **L'achat public équitable. Guide à l'usage des communes et des cantons :** ce document édité par Solidar explique étape par étape comment politique d'achat équitable peut être mise en place
- **Guide des achats professionnels responsables :** édité par les cantons de Genève et Vaud, ce guide disponible en ligne est une mine d'information à l'attention des décideurs et des acheteurs

Toutes les informations et les résultats sont disponibles à l'adresse : www.solidar.ch/rating

Solidar Suisse: des projets au Sud, des campagnes au Nord

Solidar Suisse mène, avec des partenaires locaux, environ 50 projets dans 12 pays afin d'améliorer les conditions de vie de la population. Ce travail dans les pays émergents et en développement est essentiel. Il ne suffit cependant pas pour y améliorer durablement le quotidien de la population. Pour atteindre cet objectif, un changement d'attitude est nécessaire dans les pays du Nord, de la part des collectivités publiques, des acteurs économiques et des citoyen-ne-s. Notre comportement en Suisse a des conséquences directes à l'autre bout de la planète. Lorsque nous achetons du café équitable, ou lorsqu'une commune achète des pavés fabriqués dans des conditions décentes, nous contribuons à améliorer durablement le quotidien de familles dans le Sud et dans des pays émergents.

Annexes

Liste des communes analysées par région :

Suisse centrale (13 communes):

Communes précédemment analysées: Altdorf, Baar, Emmen, Freienbach, Horw, Kriens, Luzern, Sarnen, Schwyz, Zug

Communes analysées pour la première fois: Cham, Einsiedeln, Küsnacht

Zürich (21):

Communes précédemment analysées: Adliswil, Bülach, Dietikon, Dübendorf, Horgen, Illnau-Effretikon, Küsnacht ZH, Thalwil, Uster, Volketswil, Wädenswil, Wetzikon, Winterthur, Zürich

Communes analysées pour la première fois: Affoltern am Albis, Bassersdorf, Richterswil, Rüti, Schlieren, Stäfa, Wallisellen

Suisse orientale et du Sud (4):

Communes précédemment analysées: Chur, Glarus-Nord, St. Moritz

Communes analysées pour la première fois: Glarus,

Nord-ouest de la Suisse (12):

Communes précédemment analysées: Allschwil, Baden, Binningen, Olten, Reinach, Solothurn, Wettingen,

Communes analysées pour la première fois: Aarau, Oberwil, Pratteln, Riehen, Zofingen

Nord-est de la Suisse (11):

Communes précédemment analysées: Buchs SG, Frauenfeld, Herisau, Kreuzlingen, Rapperswil-Jona, Schaffhausen, St. Gallen

Communes analysées pour la première fois: Amriswil, Arbon, Uzwil, Weinfelden

Bern (8):

Communes précédemment analysées: Bern, Biel, Burgdorf, Köniz, Lyss,

Communes analysées pour la première fois: Ostermundigen, Spiez, Worb

Valais(1):

Communes analysées pour la première fois: Brig

Romandie (18):

Communes précédemment analysées: Carouge, Delémont, Fribourg, Genève, La Chaux-de-Fonds, Lausanne, Le Locle, Montreux, Moutier, Neuchâtel, Nyon, Porrentruy, Vernier, Villars-sur-Glâne, Yverdon-les-Bains

Communes analysées pour la première fois: Lancy, Val-de-Travers, Vevey

Résultat des communes par région

Communes	Canton	Coopération au développement	Achats équitables	Total	Globes
Bern					
Bern	BE	26.5	42.5	69	4
Köniz	BE	19	37.5	56.5	3
Lyss	BE	29	18.7	47.7	3
Biel/Bienne	BE	12.5	22.5	35	3
Burgdorf	BE	7.5	26	33.5	3
Spiez	BE	27.5	0	27.5	3
Worb	BE	1.5	23.9	25.4	3
Ostermundigen	BE	1.5	2.5	4	1
Nord-Est					
Frauenfeld	TG	40	32.7	72.7	4
Rapperswil-Jona	SG	40	25	65	4
Schaffhausen	SH	22.5	20	42.5	3
St. Gallen	SG	27.5	3.7	31.2	3
Kreuzlingen	TG	27.5	0	27.5	3
Buchs (SG)	SG	12.5	12.6	25.1	3
Weinfelden	TG	6.5	10	16.5	2
Uzwil	SG	6.5	5	11.5	2
Herisau	AR	0	9.3	9.3	2
Amriswil	TG	0	3.7	3.7	1
Arbon	TG	0	3.7	3.7	1
Nord-Ouest					
Riehen	BS	45	32.6	77.6	5
Aarau	AG	40	18.5	58.5	4
Olten*	SO	32.5	16.7	49.2	3
Wettingen	AG	40	6.5	46.5	3
Baden	AG	17.5	28.5	46	3
Reinach (BL)	BL	37.5	3.7	41.2	3
Binningen	BL	35	5.2	40.2	3
Zofingen	AG	5	12.4	17.4	2
Solothurn	SO	15	0	15	2
Oberwil	BL	15	0	15	2
Allschwil	BL	12.5	0	12.5	2
Pratteln	BL	0	0	0	1
Sud-Est					
St. Moritz	GR	17.5	4	21.5	2
Chur	GR	5	2.5	7.5	2
Glarus Nord	GL	1.5	1.5	3	1
Glarus	GL	1.5	0	1.5	1
Suisse centrale					
Freienbach	SZ	40	45	85	5
Luzern	LU	21.5	40	61.5	4
Baar	ZG	37.5	17.7	55.2	4

*Suite à une erreur dans le calcul de l'impôt sur le revenu, Olten avait reçu trop de points dans le précédent rating dans le domaine de la coopération au développement. C'est pourquoi Olten reçoit pour le rating 2013 trois globes plutôt au lieu de quatre.

Altdorf	UR	20	34.5	54.5	4
Zug	ZG	40	10	50	3
Horw	LU	15	0	15	2
Kriens	LU	5	9.5	14.5	2
Cham	ZG	7.5	0	7.5	2
Schwyz	SZ	1.5	5	6.5	2
Küssnacht	SZ	0	3.7	3.7	1
Einsiedeln	SZ	1.5	0	1.5	1
Sarnen	OW	0	0	0	1
Emmen	LU	0	0	0	1
Zürich					
Zürich	ZH	45	50	95	5
Bülach	ZH	45	41	86	5
Küssnacht	ZH	40	38.8	78.8	5
Dübendorf	ZH	40	31.5	71.5	4
Winterthur	ZH	20	38.5	58.5	4
Illnau-Effretikon	ZH	40	11.5	51.5	4
Thalwil	ZH	0	50	50	3
Richterswil	ZH	0	41.7	41.7	3
Wetzikon	ZH	25	15.7	40.7	3
Wallisellen	ZH	35	3.7	38.7	3
Adliswil	ZH	27.5	0	27.5	3
Uster	ZH	17.5	10	27.5	3
Wädenswil	ZH	25	2.5	27.5	3
Dietikon	ZH	5	18.7	23.7	2
Schlieren	ZH	4	12.7	16.7	2
Horgen	ZH	15	1	16	2
Stäfa	ZH	1.5	11.6	13.1	2
Rüti (ZH)	ZH	0	6.7	6.7	2
Bassersdorf	ZH	5	0	5	1
Volketswil	ZH	1.5	1	2.5	1
Affoltern a Albis	ZH	0	0	0	1
Valais					
Brig-Glis	VS	10	0	10	2
Romandie					
Genève	GE	50	43	93	5
Nyon	VD	36.5	41.5	78	5
Lausanne	VD	35	41.1	76.1	5
Vevey	VD	45	26.6	71.6	4
Carouge	GE	45	22.7	67.7	4
Yverdon-les-B.	VD	46.5	20.7	67.2	4
Vernier	GE	49	16	65	4
Moutier	BE	45	7.2	52.2	4
Lancy	GE	45	3	48	3
Delémont	JU	37.5	9.5	47	3
Val-de-Travers	NE	40	1.7	41.7	3
Neuchâtel	NE	32.5	5	37.5	3
La Ch.de-Fonds	NE	22.5	12.7	35.2	3
Fribourg	FR	19	10.3	29.3	3
Le Locle	NE	15	11.7	26.7	3
Montreux	VD	21.5	0.2	21.7	2
Villars-s-Glâne	FR	16.5	1.5	18	2
Porrentruy	JU	10	3.7	13.7	2